

# Sortir la Wallonie et Bruxelles du déclin, c'est possible!

**L**a fin des transferts de compétences ! Une réalité qui électrochoquera la Wallonie positivement si ses dirigeants arrivent à en convaincre les habitants ! « Osez créer une asbl, une PME, une activité, sans attendre que l'Etat vous abreuve. » Propos durs de ce libéral bruxellois qui ne comprend pas le temps que la Wallonie met pour se redresser. Lorsqu'on lui dit que Paul Magnette a appelé lors des Fêtes de Wallonie à un moral collectif en hausse (« Il faut plus de fierté et d'attachement collectif »), ce libéral sourit : « La dépression ne prend pas fin en un discours. Les dirigeants wallons doivent expliquer à chaque Wallon qu'ils doivent tous se retrousser les manches sans quoi ils connaîtront un sérieux problème à la fin des transferts de compétences. Pour moi, cette situation est d'autant plus incompréhensible que la Wallonie possède tous les atouts pour son redressement. J'irai même plus loin, je vous dirai que même si le MR était à la tête de la Wallonie aujourd'hui, cela n'irait pas mieux. La priorité, c'est vraiment de rencontrer chaque Wallon et de lui redonner confiance ! Allez-y ! Et surtout osez et faites des erreurs ! Voilà le discours qu'il convient de tenir aux jeunes comme aux vieux. Croyez en vos idées. »

## UN ÉLAN CAROLO ET UN LIÉGEOIS

En septembre, au fil de son discours, Paul Magnette a évoqué « un patriotisme rationnel plus fécond et plus durable ». Cet historien liégeois est plus prudent dans les termes. « Je comprends qu'il évoque un patriotisme rationnel, comme le dirait Tocqueville... mais l'élan doit avant tout venir des deux grands bassins de Liège et de Charleroi-Mons. C'est à ce niveau que le problème wallon perdure. Il ne faut pas un patriotisme wallon, mais avant tout un élan carolo et un élan liégeois. Si ces deux cités se redressent, la Wallonie pourra alors s'appuyer pleinement sur l'essor des provinces de Luxembourg et de Brabant wallon notamment. Elle pourra aussi profiter à profusion des proximités bruxelloises, de la région de Lille et des villes limitrophes fortes de Flandre... sans oublier l'Allemagne et les Pays-Bas. »

## LA WALLONIE DES LAMENTATIONS

Au fil de son discours, Paul Magnette a rappelé que la Wallonie possède de « bonnes PME dynamiques, et les unifs et les entreprises collaborent, mais les Wallons se lamentent encore trop ! » Ce morceau du discours en a dérangé plus d'un. « Le premier des Wallons ne peut se lamenter des lamentations des Wallons. A lui de frapper à chaque porte pour bousculer les habitudes et rendre le sourire aux gens. Il l'a fait à Charleroi, souligne ce sociologue namurois, il doit à présent le faire à l'échelle de la

Wallonie. Qu'il enlève ses appareils de socialiste et qu'il parte faire du porte à porte d'Eupen à Tournai. Il faut convaincre chaque Wallon que c'est possible, que le redressement est à nos portes. »

Evidemment, le premier des Wallons n'est pas responsable de tous les maux de la Wallonie, mais il doit y donner l'impulsion : « Paul Magnette doit faire encore un véritable effort pour libérer des terrains accessibles pour installer des entreprises », nous dit cet économiste du Brabant wallon : « J'ai rencontré trois entreprises qui voulaient y investir, mais qui m'ont dit qu'elles attendaient des nouvelles pour un terrain depuis deux ans. »

Il a par contre pleinement raison de condamner l'attitude de certaines banques : « Plus que jamais, les banques doivent soutenir davantage le dynamisme wallon, notamment en luttant contre les difficultés du crédit aux entreprises. Les derniers chiffres de Febelfin confirment une difficulté ancienne : alors que la Wallonie représente près de 24 % du PIB, elle ne recueille que 20 % du volume du crédit aux entreprises, soit un cinquième de moins que son poids économique. »

Une première année d'une Wallonie qui est « renforcée » par la 6<sup>e</sup> réforme de l'Etat. Selon Magnette :

« La Wallonie doit jouer un rôle-clé dans sa prospérité. Elle détient tous les leviers pour redresser son industrie et aider ses citoyens. Nous devons continuer à nous évaluer sans concession pour nous améliorer tout en n'oubliant pas les partenaires sociaux pour garantir le soutien du terrain. »

Pour le premier des Carolos, la Wallonie est riche : le patrimoine financier

net des Belges est de l'ordre de 740 milliards d'euros, selon la Banque nationale. Une part substantielle vient de Wallonie et un quart au moins de ces montants est détenu par des ménages wallons, selon l'estimation de l'Institut wallon des Statistiques. « *La Flandre n'aurait pas atteint la prospérité qu'elle connaît aujourd'hui si ses familles les plus fortunées n'avaient pas, par engagement envers leur communauté, massivement investi en elle* », énonce Paul Magnette. L'une des plus grosses fortunes de la région de Charleroi lui répond : « *Je ne demande pas mieux que d'investir massivement dans ma région. Pour l'instant, je le fais au compte-gouttes au niveau local parce j'attends une certaine sécurité à long terme en terme d'administration fiscale, de politique successorale et immobilière. La lenteur des réformes en profondeur ne m'incite pas encore, ainsi que d'autres personnes que je connais, à investir plus. Nous avons toujours travaillé à long terme et des responsables politiques qui travaillent à 3 ou 5 ans voudraient que l'on mise tout sur leur politique. A eux aussi d'être sérieux et d'avoir une véritable vision à 20 ans. A ce moment-là, à titre personnel, je les suivrai.* » Petit rappel à toutes et à tous, il y a urgence ! ■ VINCENT LIÉVIN

## Michel Kemmeter

### *Il y a deux issues possibles,*

**M**ichel Kemmeter, notamment fondateur de l'UHDR UniverseCity du développement durable de l'humain, regarde l'avenir des francophones sans concession : « *C'est un moment important ! La crainte, c'est de voir se développer un mutisme, un immobilisme, une inertie cristallisée par la peur. Il y aura inévitablement la peur du changement, la peur de perdre les acquis. Pour rebondir, le prix à payer sera très élevé, probablement que la paix sociale sera rompue...* » Pourtant, les francophones sont dans l'obligation de se réinventer : « *On peut même craindre que le clientélisme augmente: "Tu es plus proche du décideur"... Le risque est de voir le politique s'obliger à promettre un nouvel âge d'or... ce qui ne viendra pas, bien sûr, il ne viendra QUE si chacun prend ses responsabilités d'apporter le meilleur de soi au service de tous. Le chantier est immense mais passionnant.* »

**« La lenteur des réformes ne m'incite pas à investir dans ma région » (un Carolo fortuné)**

### *« céder au clientélisme... ou se bouger et créer »*

**L**e monde politique et social est au pied du mur : « *Il y a une nécessité de bouger parce qu'il faut voir des résultats. Le citoyen est de moins en moins dupe. La transparence augmente et comme le citoyen a de plus en plus dur, il n'acceptera plus ni magouilles ni gaspillage. On constate déjà beaucoup plus de responsabilisation dans les actions et les résultats.* »

Sur le terrain, pour cela, il faut un leadership jeune ! « *La "vieille garde" est désemparée car pieds et poings liés par de vieux conditionnements et liens politiques. Bien portée, cette nouvelle action politique et citoyenne pourrait permettre le début de la fin des gaspillages, favoritismes, clientélismes...* »

Comment faire ? « *Trouver des pistes nettement plus efficaces pour remplir les fonctions de la société, des pistes novatrices et surtout retrouver une identité (Wallonie-Bxl) et capitaliser dessus (cfr Régions). Il faut aussi choquer le système. Les conflits entre administrations ou entre administrations et politiques, souvent pour des questions d'ego, ne sont pas au service du progrès.* » Pessimiste pour cet avenir ? « *Non, c'est clairement une opportunité. Tout doit être réinventé.* » Qu'est-ce qui vous fait peur ? « *Plus on attend pour changer les choses, plus ce sera dur... car le reste du monde n'attend pas (il suffit d'aller voir dans des pays émergents où une nouvelle intelligentsia s'active pour ne pas faire les mêmes erreurs que nous... (Afrique, Amérique latine...).* » Plus que jamais le message est : Oser ! ■ v.l.

# Ce qu'ils en pensent

**THIERRY BODSON,  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
DE LA FGTB WALLONNE**

## « Développer l'industrie wallonne »

Il est temps que la Région se dote d'une politique industrielle ambitieuse. En Allemagne, le poids de l'industrie dans le PIB tourne autour de 20 %. En Wallonie, il n'est que de 13 ou 14 %. C'est trop peu. Pour y remédier, nous devons mettre en place une cellule d'anticipation, à même de définir les priorités industrielles pour les années à venir. Un exemple de l'intérêt d'une telle cellule ? Une directive européenne imposera bientôt que la viande soit emballée dans des matériaux biodégradables. Quels investissements sont nécessaires à cette adaptation ? Quelle formation doit être proposée aux travailleurs du secteur ? C'est à ce type de questions

que devrait répondre une cellule d'anticipation. Pour cela, elle pourrait réunir tant des organismes financiers (Sogepa, Sowalfin, SRIW), que des entités en charge de l'investissement et de l'export (Awex), de la formation (Forem) et de l'aménagement du territoire (SPAQuE). Car cela n'a pas de sens d'investir

dans la Recherche & le Développement sans une cellule d'anticipation pour définir les objectifs à atteindre.

Nous devons aussi œuvrer au développement des PME. Actuellement, beaucoup de PME wallonnes ne comptent que 7 ou 8 travailleurs. Résultat : lorsque le patron se retire, la plupart d'entre elles disparaissent, faute de relève. On peut éviter cet écueil en

aidant ces entreprises à s'agrandir.

Autre piste de travail : mieux informer les acteurs financiers en contact avec les PME. Bon nombre de banquiers qui n'accordent qu'un prêt limité aux petites entreprises ne pensent pas à les orienter vers des organismes comme la Sowalfin, qui pourraient également les aider.

La Wallonie devrait aussi proposer un Code de l'Aménagement du Territoire plus simple, qui laisse moins de possibilités de recours car, actuellement, il faut entre 5 et 8 ans pour pouvoir affecter un terrain à une activité économique. Une telle lenteur dissuade l'investissement privé.

Enfin, n'oublions pas qu'aujourd'hui, entre 700 000 et 800 000 habitations wallonnes doivent être rénovées. Or, les matériaux que nous utilisons proviennent pour l'essentiel de l'étranger. Il serait bon d'encourager leur fabrication au niveau local. ■ C.Vh.

**GÉRARD DEPREZ,  
EURODÉPUTÉ (MR)**

## « Miser sur les nouvelles technologies »

Si l'on veut que la Wallonie connaisse un rythme de croissance plus élevé qu'aujourd'hui, cela ne passera pas par une augmentation de l'emploi public, lequel est déjà plus important qu'en Flandre, mais bien par l'emploi privé.

Pour atteindre cet objectif, il faut, avant tout, miser sur l'investissement privé. Or, les déclarations récurrentes des partis au pouvoir en Wallonie – que ce soit à propos de l'instauration d'un impôt sur la fortune ou d'une taxe sur les plus-values boursières – sont tout sauf de nature à favoriser ce dernier. Même chose pour ce qui concerne les intérêts notionnels qu'on ne cesse de remettre en question. Je ne dis pas qu'il faut les maintenir coûte que coûte mais, lorsqu'on met en place un tel mécanisme, on peut conditionner son maintien à son efficacité éco-

nomique – laquelle peut, par exemple, être évaluée au bout de cinq ou dix ans – mais certainement pas revenir dessus chaque année, comme c'est le cas actuellement. Cela crée un climat d'insécurité juridique déplorable pour les investisseurs.

Ensuite, il conviendrait d'investir davantage dans la Recherche & le Développement. Le redressement économique de la Wallonie passera par le développement des technologies de pointe, comme les biotechnologies ou les nouveaux matériaux. Il est vrai qu'en ce sens, des initiatives intéressantes ont été lancées dans le cadre du plan Marshall, notamment en faveur des PME, mais on peut encore faire mieux.

Enfin, il est essentiel que la Wallonie dispose d'une main-d'œuvre qualifiée bien formée, ce qui n'est possible qu'en proposant un enseignement de qualité. Autre

critère important : la surveillance de l'évolution des coûts de la main-d'œuvre. On ne peut pas espérer être compétitifs par rapport à nos voisins, qui sont à la fois nos partenaires, mais aussi nos rivaux commerciaux, si les coûts de notre main-d'œuvre sont supérieurs

aux leurs. C'est à cette condition que nous pourrions éviter de nouvelles délocalisations. ■ C.Vh.

**PAUL LANNOYE,**  
COFONDATEUR  
D'ÉCOLO

## « Promouvoir l'économie circulaire »

Le plus grand défi qui nous attend est sans doute la révolution des mentalités politiques, indispensable pour opérer un véritable changement. Aujourd'hui, bon nombre d'économistes s'accordent à dire que la croissance ne reviendra pas en Europe. Et c'est tant mieux, car cette dernière exige une consommation toujours plus importante d'énergie et de ressources naturelles, lesquelles sont, par essence, limitées. Or, les dirigeants actuels ne proposent que des politiques de croissance, notamment en misant sur le développement des nouvelles technologies, particulièrement énergivores. Une erreur, puisque les emplois dans ce secteur sont aisément délocalisables. Alors quand on parle d'investir dans la Recherche & le Développement, je signe des deux mains, à condition que cela nous permette d'évoluer vers un modèle économique soutenable, à

savoir l'économie circulaire, qui est basée sur le recyclage et la production de biens et services durables. Deux secteurs mériteraient particulièrement notre attention : l'énergie et l'agriculture. Nous devons impérativement nous libérer de notre asservissement aux énergies fossiles et au nucléaire, pour passer aux énergies 100 % renouvelables. C'est tout à fait possible, sauf pour les déplacements, que nous devons réduire de tout urgence, notamment en relocalisant l'emploi. Cela passe par un soutien accru aux TPE et PME, qui proposent, en plus, du travail difficilement délocalisable. Concernant l'agriculture, il convient de favoriser les petites exploitations qui recourent à des tech-

niques écologiques, comme l'agroforesterie ou la permaculture, et d'encourager le développement des circuits courts. Dernier grand problème que nous devons résoudre : le chômage. Il résulte, en bonne partie, d'un marché du travail clivé entre, d'un côté, ceux qui n'ont pas d'emploi, et, de l'autre, ceux qui sont obligés de travailler toujours plus longtemps. Seule une meilleure répartition du temps de travail permettra à chacun d'avoir un emploi, mais aussi de jouir de davantage de temps libre. De cette façon, nous pourrions aussi recréer du lien social, qui fait aujourd'hui cruellement défaut dans notre société. ■ C.Vh.

**PHILIPPE DEFEYT, ÉCONOMISTE ET PRÉSIDENT DU CPAS DE NAMUR (ÉCOLO)**

## « La Wallonie doit aussi faire son tax-shift »

Ma première inquiétude, c'est la trajectoire budgétaire de la Wallonie, avec une baisse significative dans les investissements. On ne va pas dans la bonne direction, puisqu'on est en train d'affaiblir l'administration wallonne. Sur le plan social, cela implique aussi des effets désastreux sur la politique des aînés, toujours plus soumise aux contraintes en termes d'emplois. Le constat est le même au sujet des places d'accueil pour les enfants, toujours insuffisantes. Il y a aussi un nombre important d'indépendants qui sont à la limite de la précarité,

faute de revenus suffisants. Certes, on n'est pas en Grèce, mais en Wallonie, cette question de la précarité est terrible, avec de nombreuses conséquences sur le tissu social. Malgré tous les plans Marshall, on est pour longtemps encore, en Wallonie, dans la stagnation. Les choses ne vont pas s'empirer, mais la croissance stagne avec 250 000 demandeurs d'emploi qu'on n'arrive pas à résorber, même quand les personnes sont qualifiées. Il faut dire que le gouvernement PS/Cdh additionne les conservatismes. Quand va-t-on arrêter la politisation de l'Administration wallonne? Quand va-t-on en finir

avec les Provinces ? Avec tous ces organismes publics politisés ? Quand cessera-t-on tous ces appels à projet ? La Wallonie doit aussi faire son tax-shift, mais elle refuse de changer de mentalité. Pour penser le redéploiement de la Wallonie, il faudrait recentrer le gouvernement sur deux matières exclusives : la politique sociale et le redéploiement économique, en transférant les marges budgétaires aux communes... Aujourd'hui, on est loin de tout cela. Les choses évoluent lentement, mais il faudrait que les mœurs politiques changent aussi. La démocratie wallonne reste dans un féodalisme borné, avec un clientélisme toujours prégnant, même si, en 2015, on prend désormais les formes pour le faire un peu plus proprement... ■ P.J.

## « La Wallonie demeure dans une inquiétante léthargie »



La fin des transferts Nord-Sud est un élément positif: cela forcera les dirigeants wallons à faire désormais coïncider les recettes et les dépenses à partir de 2024. Ceci dit, face à cette perspective, on ne peut hélas qu'être pessimiste sur l'avenir wallon, car il n'y a eu jusqu'ici aucune vraie rupture avec les recettes du passé. Impossible de prédire le futur dans dix ans, mais une bonne base pour anticiper, c'est de regarder la tendance depuis dix ans. On constate alors que la politique du Sud du pays repose sur deux principes physiques: l'inertie sur le plan économique et l'entropie avec le développement anarchique de structures publiques. Tandis qu'au Fédéral, de vrais changements sont en cours, la Wallonie demeure dans une inquiétante léthargie. Hormis les effets d'annonce, un optimisme béat et des déclarations dithyrambiques, il n'y a pas eu de grande évolution depuis dix ans. La réalité est là: les fondamentaux économiques sont très mauvais. D'où cette inertie: en 2004, la richesse par habitant était de 88% en Wallonie par rapport à une moyenne européenne de 100. En 2015, le pourcentage est resté le même. Il n'y a pas de fatalité à cela, puisque dans la province de Brabant wallon, ce taux est de 119%. Cela prouve qu'une autre politique est possible. Quant à l'entropie, le problème, c'est que les responsables wallons

**CORENTIN DE SALLE, DIRECTEUR SCIENTIFIQUE DU CENTRE JEAN GOL**

n'ont que des plans à nous proposer, alors que ce dont nous avons besoin c'est d'une rationalisation et d'une simplification drastique des outils publics. La réalité, c'est une pléthore de règlements, de fonctionnaires, de subsides, d'outils financiers,

de structures administratives, d'intercommunales, de sociétés de logements, de formations, d'OIP, d'organes de recherches d'emplois, de fournisseurs d'eau et d'électricité, etc.

Tout cela a généré une anarchie sans nom, à tel point que ces outils publics sont devenus une fin en soi, quitte à être démultipliés à l'infini jusqu'à se paralyser. Aujourd'hui, il n'y a aucune volonté à s'attaquer à cette lasagne institutionnelle.

Il n'y a donc rien qui puisse réellement nous réjouir, car à ces deux constats s'ajoute le manque de courage de l'actuelle majorité, notamment au niveau budgétaire. L'effort wallon est très réduit: 146 millions d'euros d'économie, alors que la dégradation des recettes est de 450 millions. Contrairement au pouvoir fédéral qui assainit exclusivement en réduisant les dépenses, l'exécutif wallon fait principalement porter sa trajectoire budgétaire par l'augmentation d'impôts. ■ P.J.

